

Économie agricole, par HENRI DE FARCY. Un vol., 6½ po. x 9¾, relié, 446 pages. Collection « l'Économique » no 5, — ÉDITIONS SIREY, Paris, 1970

Henri-Paul Blanchard

Volume 47, numéro 1, avril-juin 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004365ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004365ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Blanchard, H.-P. (1971). Compte rendu de [*Économie agricole*, par HENRI DE FARCY. Un vol., 6½ po. x 9¾, relié, 446 pages. Collection « l'Économique » no 5, — ÉDITIONS SIREY, Paris, 1970]. *L'Actualité économique*, 47(1), 196–199.
<https://doi.org/10.7202/1004365ar>

l'immigration a été le maintien du standard de vie à un niveau relativement bas. Ici, l'auteur rejoint les conclusions de J. H. Dales qui estimait en 1966 que la différence du revenu *per capita* entre le Canada et les États-Unis résultait de la présence de tarifs douaniers canadiens dans une proportion de 25 p.c. Une autre conséquence de cette situation a été que la structure industrielle canadienne constitue une réplique exacte de la structure industrielle américaine. Les problèmes actuels du Québec tiennent au fait que, dans l'après-guerre, cette politique tarifaire est devenue inefficace en face de la montée des pays en voie de développement. La conclusion est donc : « ...sauf correction démographique de nos effectifs ouvriers se combinant avec de lourds investissements créateurs de nouveaux emplois, nous connaissons demain au Québec un taux de chômage encore plus grand et aussi longtemps que les industries artificiellement localisées chez nous et chroniquement malades n'auront pas atteint la stabilité... ou complètement disparu » (p. 79).

Même si les idées de base ne sont pas toutes neuves, les développements de ces premiers chapitres sont intéressants. Les conclusions du chapitre IV sont plus aventureuses. En suivant un raisonnement assez tortueux, l'auteur s'estime fondé à affirmer « sans l'ombre d'un doute » que le Québec serait le grand perdant d'une union avec les États-Unis. Ce marché commun devrait se traduire par une diminution de la population québécoise qui ferait plus que compenser un certain accroissement du revenu *per capita*. Les conclusions de Roma Dauphin et de Rodrigue Tremblay sont ici diamétralement opposées parce que l'un part de l'hypothèse selon laquelle il n'y aura pas d'émigration et que l'autre retient l'hypothèse inverse.

En définitive, le chapitre le plus décevant est le cinquième où sont envisagées « les autres avenues qui s'ouvrent au Québec » (indépendance politique du Québec ; entrée du Canada dans la Communauté économique européenne ; marché commun Canada-pays en voie de développement). La préférence exprimée pour la constitution d'un marché commun avec les pays du Tiers-Monde (notons au passage que le Japon est inclus dans les pays du Tiers-Monde) semble être de ce domaine des « préférences personnelles » qui sont des données sur lesquelles l'économiste a peu de choses à dire. L'auteur l'admet d'ailleurs avec franchise.

Même si plusieurs des conclusions atteintes restent douteuses, il reste dans le livre de Roma Dauphin un lot d'idées intéressantes qui méritent réflexion.

R. Jouandet-Bernadat

Économie agricole, par HENRI DE FARCY. Un vol., 6½ po. x 9¾, relié, 446 pages. Collection « l'Économique » no 5. — ÉDITIONS SIREY, Paris, 1970.

L'auteur de ce livre, le père Henri de Farcy est professeur à l'Institut Catholique de Paris, consultant de la F.A.O., et membre de l'Académie d'Agriculture et de l'Académie des Sciences commerciales. Dans le présent ouvrage

il reprend et articule dans un raisonnement logique quelques-uns des nombreux thèmes abordés dans ses écrits antérieurs qui dépassent maintenant la dizaine, sans compter les nombreux articles et exposés sur la vie agricole et rurale.

Avant d'aborder le contenu de cet ouvrage il convient de signaler la qualité de sa présentation, notamment l'excellente bibliographie complémentaire à chaque chapitre et celle insérée au début du volume.

« De tous les « produits » que pouvait fournir l'agriculture au reste du pays, c'est l'agriculteur lui-même qui est le plus important mais le plus mal préparé pour rendre les services qu'on attendait de lui. »

Cette phrase tirée de l'avant-propos de l'ouvrage de H. de Farcy identifie la préoccupation constante de l'auteur et situe le contexte de sa discussion qui prend parfois l'aspect d'une réflexion sur un thème dont l'importance est trop souvent mal définie.

Les principales articulations de l'ouvrage

Le processus logique suivi par l'auteur comprend un avant-propos portant sur les transformations de l'agriculture à travers les âges et son apport à l'ensemble de l'humanité, suivi des cinq parties suivantes (chacune composée de trois ou quatre chapitres) : I — Les hommes et leurs moyens, II — L'adaptation aux exigences du marché, III — L'exploitation agricole, IV — L'association en agriculture, V — La politique agricole.

L'auteur, dans son avant-propos, s'interroge sur la nature des services demandés à l'agriculture par notre société moderne et qui sont différents de ceux d'autrefois, en particulier en ce qui concerne la notion d'environnement. L'agriculture, souligne-t-il, conserve encore sa fonction première traditionnelle, qui est d'alimenter les hommes, mais, dans les pays développés, elle piétine, faute de pouvoir trouver des débouchés internes à sa force de production. Des efforts devront être accentués vis-à-vis ses autres types de services tels la production de biens pour l'industrie (fibres, cuirs...) et la préparation de travailleurs qualifiés pour les activités d'une société en expansion.

L'interdépendance des démarches de l'agriculteur ne se manifeste pas uniquement sur le plan technique mais également au chapitre des relations humaines mises en jeu par la maîtrise des moyens puissants que le progrès met à sa disposition : être vivant (animal et végétal) terre et machines. Dans sa première partie le père de Farcy s'interroge donc sur le « vouloir » des hommes, leurs méthodes et leurs motivations. Il examine ensuite ces trois types de moyens mis à leur disposition en évoquant chaque fois les problèmes intéressant l'économie.

La deuxième partie de l'ouvrage aborde l'étude des transformations profondes du marché des produits agricoles. Les notions de demande et d'offre y sont examinées séparément, puis ensemble, dans le cadre du marché. La fonction même du marché y est ensuite analysée dans les hypothèses de

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

« concurrence parfaite » et de « concurrence imparfaite », cette démonstration simplifiée visant surtout à faire comprendre l'essentiel des mécanismes pouvant conduire à des actions concrètes. Finalement, l'auteur examine la manière dont les produits, après avoir été mis sur le marché, peuvent parvenir au consommateur, en faisant ressortir les coûts élevés de distribution.

L'analyse de l'exploitation agricole et de ses fonctions exige une approche dynamique dans laquelle les objectifs évoluent constamment et les orientations se prennent rapidement. C'est dans cette optique que l'auteur traite du cadre de l'exploitation agricole (partie III) en étudiant successivement les problèmes économiques sous trois rubriques : (1) le management qui recherche les règles de plein emploi des moyens et de meilleure adaptation au marché ; (2) le calcul et le niveau du revenu ainsi obtenu et (3) la taille et les structures des entreprises.

Dans une quatrième partie traitant du phénomène de l'association en agriculture, l'auteur circonscrit le problème en affirmant que « désormais, aucune initiative d'un agriculteur isolé ne peut réussir sans le concours de ses semblables (information) et sans réagir sur eux ». Après avoir présenté les problèmes fondamentaux des organisations agricoles, il élabore deux types d'actions collectives : les relations des agriculteurs avec les apporteurs de capitaux et l'action commune dans le domaine de la commercialisation, tout en insistant sur les conditions de leur efficacité respective.

La politique agricole dont l'objectif classique vise à intégrer l'agriculture dans la vie d'un État est traitée dans la cinquième et dernière partie de l'ouvrage. L'auteur examine d'abord divers types d'interventions gouvernementales (États-Unis, Angleterre, Suède et France) dont les objectifs varient suivant les impératifs techniques ou économiques, les considérations idéologiques et les soucis sociaux. Il aborde ensuite le problème de l'ajustement des agricultures nationales aux besoins mondiaux et enfin, l'harmonisation de l'activité agricole avec celle de la nation dans l'aménagement du territoire.

Vers une économie humaniste

Économie de l'agriculture ou économie des personnes vivant aujourd'hui sur les exploitations agricoles et s'interrogeant sur les services qu'elles peuvent rendre ? Le père de Farcy ne cesse d'insister sur le fait que l'agriculteur est, de tous les éléments dont l'agriculture dispose, celui qui est le plus mal mis en valeur. Aussi, la conclusion de l'ouvrage porte-t-elle sur la mise en valeur des hommes : priorité des priorités qui doit répondre à deux exigences : (1) la formation aux attitudes de l'interdépendance en aidant l'agriculteur à prendre des décisions individuelles et collectives et à supporter les conséquences de ses décisions, et (2) la formation à la mobilité, un état d'esprit que l'on peut susciter dès l'école primaire et également chez les adultes, témoin cet effort du gouvernement du Québec, que l'auteur souligne, qui paie les agriculteurs des zones déshéritées chaque fois qu'ils assistent à des cours, de quelque nature que ce soit, pourvu qu'ils puissent se remettre en question.

Science remarquable pour la mise en valeur des moyens et pour permettre d'atteindre des objectifs, l'économie n'est qu'une bien piètre technique pour définir ces objectifs, le projet économique est bon serviteur mais mauvais maître. Après avoir noté qu'il a fallu des millénaires pour que l'humanité trouve les moyens scientifiques pour réussir, c'est-à-dire pour résoudre ses rapports avec la nature, l'auteur se demande : Quel peut-être l'apport de la démarche économique pour guider l'agriculture dans cette « terrible et fascinante » mutation ? Bien entendu les décisions des hommes ne sont pas déterminées exclusivement par l'économie ! Mais si l'économiste doit accepter que des considérations autres que les siennes puissent emporter les décisions, il a le droit et le devoir de rappeler le coût de ces décisions ; il peut ainsi aider chaque responsable à mieux percevoir les conséquences de son action et à discerner les types d'action qu'il a des chances de réussir.

Le progrès technique force les agriculteurs à une douloureuse et difficile remise en question, mais lui offre également des moyens d'action plus puissants. Souhaitons que cette recherche sur les éléments fondamentaux de l'économie rurale, science de la mise en valeur des biens rares, contribue à une orientation plus grande vers ce qu'on pourrait appeler l'économie de l'homme ; encore faudra-t-il que cette matière première qui se retrouve en chacun de nous capte bien ce message de sensibilisation.

Henri-Paul Blanchard

Monopolization and Abuse of Dominant Position. A Comparative Study of the American and European Approaches to the Control of Economic Power, par RENÉ JOLIET. Un vol., 6¼ po. x 9½, broché, 329 pages. Collection scientifique de la Faculté de Droit de l'Université de Liège, no 31. — MARTINUS NIJHOFF, La Haye, 1970.

Cet ouvrage brillant est une des trop rares études comparatives entre le droit américain de la concurrence et le droit européen. Le sujet est important. En confrontant l'article 2 du Sherman Act avec l'article 86 du Traité de Rome, l'auteur analyse en profondeur les notions de pouvoir de monopole, de position dominante et d'abus.

Il montre notamment que les concepts de *monopoly* dans le Sherman Act et de position dominante dans le Traité de Rome sont équivalents et reposent sur les caractéristiques structurelles du marché.

En outre les concepts d'abus et de *monopolization* sont également similaires et relèvent d'une analyse des comportements sur les marchés.

À travers sa recherche, et grâce notamment à son ouverture économique, R. Joliet soulève de multiples problèmes et a le grand mérite de remettre en question des conceptions apparemment acquises parce qu'elles n'ont jamais fait l'objet de réflexions fondamentales. Loin des compilations monotones qui